

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, dans "El Mercurio" du 24 mai 2006 notamment sur les relations franco-chiliennes et sur les rapports entre l'Union européenne et l'Amérique du Sud.

QUESTION - Vous avez rencontré pour la première fois Madame BACHELET à Vienne, quelles ont été vos premières impressions ? Vous êtes-vous parlés en français ?

LE PRESIDENT - J'ai eu la joie de rencontrer la Présidente BACHELET à Vienne, ce qui m'a fait plaisir. Elle a, en France, une réputation extrêmement favorable. J'ai eu une excellente impression. C'est une personne qui a une forte personnalité, des convictions. Et j'ai été particulièrement heureux d'avoir un rapide échanges de vues avec elle. A quelques jours de mon voyage au Chili, je me réjouis de la retrouver.

QUESTION - Quel est le principal intérêt de la France lors de ce voyage au Chili ?

LE PRESIDENT - Je me réjouis beaucoup de ce voyage. Nous avons beaucoup d'intérêts communs. Les relations politiques sont excellentes entre la France et la Chili. Nous partageons une vision commune en ce qui concerne l'humanisation de mondialisation et aussi la nécessité du multilatéralisme.

Nous avons également un souci commun qui concerne à la fois les problèmes sociaux et le développement économique. Cela nous amène à vouloir, en permanence, renforcer nos relations économiques, techniques, scientifiques, culturelles.

QUESTION - Quels thèmes figurent à l'ordre du jour de vos entretiens avec Mme BACHELET ?

LE PRESIDENT - Comme tous les Français, je forme des vœux très amicaux et très sincères à l'aube du mandat de la Présidente Michelle BACHELET. Elle incarne la réussite exemplaire du Chili démocratique. Comme son père, autrefois, elle a donné l'exemple du courage et de la volonté. Sa carrière politique témoigne de son talent, d'une énergie exceptionnelle au service de son pays et de ses concitoyens. Son élection confirme qu'en Amérique latine, de plus en plus, les femmes tiennent toute leur place dans les affaires publiques.

Je ne doute pas que Mme BACHELET reprenne et vivifie l'héritage de M. Ricardo LAGOS, dont la présidence aura permis d'enraciner la démocratie, de relancer la croissance dans un esprit de cohésion sociale, et de redonner au Chili tout son rayonnement en Amérique comme sur la scène internationale. Je suis convaincu que je poursuivrai avec Mme BACHELET le dialogue amical et confiant que j'avais engagé avec lui.

C'est dans cet état d'esprit d'amitié et de confiance partagée que je me rends à Santiago du Chili, accompagné par plusieurs ministres, parlementaires, chefs d'entreprises et personnalités scientifiques et culturelles.

Nous évoquerons tous les sujets d'intérêt commun et je suis sûr que nous ouvrirons de nouvelles perspectives pour accroître nos échanges, intensifier nos partenariats, en particulier scientifiques, et promouvoir nos initiatives communes. Ainsi sur les nouveaux modes de financement du développement et la facilité internationale d'accès aux médicaments.

QUESTION - Vous avez été un allié important dans la signature par le Chili d'un traité de libre-échange avec l'Union européenne. Quel bilan en faites-vous, quatre ans après sa signature ? Le Chili est-il un pays sûr pour les capitaux français ?

LE PRESIDENT - Nous constatons une évolution très positive ! Cela ne me surprend pas : je savais en militant pour cet accord d'association que l'économie chilienne était prête. Les premiers

serait en train de passer pour un succès à l'échelle internationale que l'économie chilienne était prête. Les premiers résultats sont prometteurs : les échanges entre le Chili et l'Union européenne apparaissent en forte progression. C'est un encouragement pour les entreprises françaises qui veulent investir au Chili, bénéficiaire de sa forte croissance et de l'environnement favorable aux affaires que ses dirigeants ont su créer.

QUESTION - Le gouvernement chilien a exprimé la nécessité que l'Europe élimine les subventions agricoles et adopte une politique plus solidaire envers les producteurs sud-américains. Comment accueille-t-on cette idée ?

LE PRESIDENT - Il faut dissiper une idée reçue : celle d'une Europe fermée aux importations agricoles. Savez-vous que la France achète, chaque année, près de 2,5 milliards de dollars de produits agricoles et agroalimentaires à l'Amérique Latine alors qu'elle ne lui en vend que pour 400 millions de dollars ?

En ce qui concerne les négociations commerciales à l'OMC, l'Union européenne a déjà contribué de manière active et ambitieuse au succès du cycle de Doha, notamment en acceptant une réforme très profonde de sa politique agricole. Une des principales avancées de l'accord de Hong Kong est l'élimination, d'ici la fin 2013, des subventions déstabilisatrices aux exportations. Nos partenaires n'ont pas apporté de réponse équivalente, et même ils nous demandent des concessions supplémentaires ! Il est temps qu'ils adoptent une attitude positive sur les questions industrielles et des services.

J'ajoute que l'Union européenne offre, en dehors même de tout accord régional ou bilatéral, un accès privilégié à son marché aux produits en provenance des pays sud-américains. Ainsi, les réductions ou suspensions de tarifs douaniers qu'elle accorde font de son système de préférences généralisées le dispositif de ce type le plus généreux du monde. Le Chili bénéficie pleinement de ces préférences.

QUESTION - Au cours des dernières années, les Européens ont connu une crise économique qui se reflète principalement dans la nécessité de réformer l'État providence. Certains pays comme l'Allemagne ont adopté des réformes structurelles pour rendre leur économie plus compétitive. La France semble se tenir à l'écart de ce processus. Quelle solution voyez-vous à cette crise ? Quelles mesures le gouvernement français a-t-il pris pour intégrer les groupes marginaux et éviter le mécontentement social ?

LE PRESIDENT - Tous les pays européens se sont engagés dans des réformes pour promouvoir, à la fois, la croissance économique et la cohésion sociale. Notre conviction, c'est qu'il n'y a pas de progrès économique durable sans cohésion sociale.

La France a conduit de grandes réformes pour adapter son système d'assurance-maladie, pérenniser son système de retraite, améliorer la formation professionnelle et faciliter l'accès de tous à l'emploi.

Nous sommes encore confrontés à un taux de chômage trop élevé, qui engendre de graves problèmes sociaux. Mais, depuis quelques mois, la croissance est repartie, les créations d'emplois se multiplient et le chômage baisse. C'est une oeuvre de longue haleine, prioritaire pour le gouvernement, mais les résultats sont là.

QUESTION - N'est-il pas décevant pour l'Amérique latine, qui a traditionnellement vu l'Europe comme un pôle culturel, de la voir perdre de son influence au bénéfice de la culture américaine ?

LE PRESIDENT - Le Sommet de Vienne a montré combien les pays d'Amérique latine souhaitent une Europe plus présente à leurs côtés. Il faut répondre à cet appel. C'est le sens de ma visite au Chili, qui va permettre de cultiver et de renforcer cette relation très spécifique entre le Chili et la France. Nous allons, avec la Présidente BACHELET, adopter des mesures très importantes, notamment en faveur de la coopération universitaire, scientifique et technique.

QUESTION - Vous êtes un des rares dirigeants politiques européens à avoir une longue carrière, qui se maintient au pouvoir. L'image des grands partis s'est transformée et ce sont les enquêtes d'opinion qui lancent les dirigeants dans l'arène politique. Comment voyez-vous l'avenir des partis européens face à cette situation ? Existe-t-il un danger de voir surgir des dirigeants populistes voire opportunistes ?

LE PRESIDENT - Il y a dans beaucoup d'opinions publiques européennes une inquiétude sur

l'avenir. Souvent, la mondialisation est perçue comme un phénomène qui fragilise la situation sociale des salariés et qui menace les identités nationales. Cela peut provoquer des réactions, y compris politiques, auxquelles il faut répondre.

C'est tout l'objectif des initiatives que j'ai prises en faveur de la diversité culturelle et du dialogue des cultures. C'est le sens des initiatives européennes pour relancer une Europe des projets particulièrement performante dans les domaines scientifique et technique qui sont la clé de l'avenir.

En termes politiques, les différents partis doivent avoir à cœur d'aborder de front ces mutations pour apporter aux citoyens des réponses modernes, à la fois réalistes et porteuses d'espérance pour l'avenir.

Je suis optimiste pour la France. Elle démontre, aujourd'hui comme hier, ses capacités d'adaptation comme sa vitalité économique et culturelle.

QUESTION - Comment voit-on en Europe l'apparition de dirigeants populistes en Amérique latine ? Hugo CHAVEZ est considéré comme un facteur déstabilisateur dans la région, par exemple ?.

LE PRESIDENT - De tous les développements survenus en Amérique du Sud au cours des années récentes, aucun n'est plus important que la montée irrésistible de la démocratie. A cet égard, le Chili en a donné un des exemples les plus remarquables, dans le respect de la mémoire et sans concession à l'oubli. Ce faisant, il s'est acquis l'admiration du monde.

Les peuples ayant recouvré leurs droits, et en particulier celui de choisir librement leurs dirigeants, leurs choix doivent être respectés. Tous aspirent à plus de justice et de développement. Ils veulent également que leur dignité soit respectée. Pour répondre à cette attente, beaucoup de ces nouveaux gouvernements démocratiques ont entrepris, ou veulent engager, de profondes réformes de société. Tout, dans sa tradition comme dans son action présente, invite la France à comprendre leurs aspirations.

J'ai entendu l'appel des dirigeants d'Amérique latine, à Vienne, qui tous veulent faire du progrès social une priorité pour enraciner la démocratie et surmonter le risque du populisme.

Aussi la France est-elle disponible pour coopérer avec tous les pays d'Amérique du Sud qui souhaitent travailler avec elle. C'est, par exemple, l'esprit du programme Eurosociété que nous avons lancé ensemble.

A mon avis, ces réformes réussiront d'autant mieux qu'elles stimuleront la croissance économique et attireront les investissements internationaux, qui ont besoin de sécurité juridique. Je pense également que l'Amérique latine progressera d'autant plus qu'elle accomplira de nouveaux pas dans la voie de l'intégration, ce qui suppose un socle commun de politiques et de valeurs.

QUESTION - La Bolivie a nationalisé le secteur des hydrocarbures. On parle également de nationaliser l'eau. La France a investi dans ces secteurs. Est-elle préoccupée par la politique bolivienne de nationalisation ?

LE PRESIDENT - Il appartient à la Bolivie de faire ses propres choix politiques, en toute souveraineté. C'est le cas de la décision que vous évoquez sur les hydrocarbures.

Je ne doute pas que le gouvernement bolivien, qui souhaite développer son pays et attirer les investissements créateurs d'emplois et de richesses, la mettra en oeuvre dans un esprit d'ouverture et de dialogue notamment vis-à-vis des entreprises étrangères qui doivent être traitées dans un souci de sécurité juridique et d'équité.

De mon récent entretien avec le président MORALES, le 12 mai au sommet Union européenne - Amérique latine de Vienne, j'ai retiré le sentiment qu'il était bien dans de telles dispositions.

QUESTION - Que pensez-vous de l'influence de la France en Europe et dans le monde ? Est-ce que vous pensez que le rayonnement qu'elle a eu, continue encore ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas à moi de le dire. C'est plutôt aux observateurs étrangers, dont vous êtes, d'en porter témoignage !

Je vois que, sur le plan européen, les propositions que nous avons faites pour la relance de l'Europe ont été largement reprises par le Président de la Commission, M. BARROSO. Cela m'a fait plaisir et prouve que la France a toujours quelques idées.

Sur le plan international, pour ne prendre que la dernière réunion qui est celle de Vienne, j'ai

trouvé que les idées que nous avons, notamment en matière de multilatéralisme ou d'humanisation de la mondialisation, étaient très largement acceptées par les chefs d'État et de Gouvernement latino-américains et caribéens que j'ai rencontrés.

QUESTION - Après le non au référendum, est-ce que la France peut jouer un rôle moteur, demain, pour l'avenir de l'Europe ?

LE PRESIDENT - La France doit jouer tout son rôle, un rôle de dynamisme et de proposition. Sans aucun doute. Et, elle le fait main dans la main avec l'Allemagne. L'expérience prouve que si l'on veut vraiment faire progresser l'Europe, il faut un accord franco-allemand. C'est dans la nature des choses.